

Edito | Gros bourgs, petites villes, villes moyennes: le réveil du pouvoir central

Ainsi va la France... Ceux qui la dirigent se réveillent un jour et, la regardant d'un peu moins haut, s'aperçoivent qu'elle file un mauvais coton. Alors on finit par faire un état des lieux et commence à tracer les lignes d'actions, devenues urgentes pour sauver ce qui fait la trame même du pays, ces gros bourgs, ces petites villes, ces villes moyennes que l'on traverse, notamment, ici en Nouvelle Aquitaine, le coeur serré au spectacle d'un patrimoine immobilier qui se dégrade, de commerces sur lesquels jaunit une affiche " A vendre" mais où, quittant la rue principale et retrouvant la départementale, le regard s'arrête sur les enseignes qui en jettent et vous promettent "du pain cuit en continu"....

Accueillons donc, à tout le moins avec ouverture d'esprit, l'initiative prise par Edouard Philippe, premier ministre, qui sait ce qu'est une ville, d'aller poser pendant quelques heures les valises de son gouvernement à Cahors, chef lieu du Lot. Et d'y avoir ouvert une "conférence nationale des territoires". Passons sur le symbole à vocation de communication pour considérer avec attention ses propositions. Une enveloppe de cinq milliards, le temps du quinquennat Macron pour " lutter contre le sentiment d'abandon des habitants des villes petites et moyennes (...) et la raréfaction des commerces en centre-ville ». Il s'agirait, notamment de soutenir la réhabilitation du logement, au coeur des villes et de veiller à une véritable pause commerciale à la périphérie de ces mêmes villes. Louable objectif qui fait écho aux souhaits des élus de l'Association "Centre Ville en Mouvement", partisan d'un moratoire. Les intentions affichées et défendues dans un "plan villes moyennes", cher au ministre Jacques Mézard, devront être traduites de façon concrète; d'ailleurs il les avait tracées il y a peu, à Rodez chef-lieu de l'Aveyron... Rodez, ville pilote de la politique dite des "Villes moyennes" initiée par la Datar, la Délégation à l'aménagement du territoire... dans les années 70. Une Datar, alors forte d'un puissant soutien politique, incarné par son rattachement au premier ministre. Un lieu propice à la prospective et qui, voulant favoriser l'émergence de métropoles d'équilibre, se souciait, déjà, du sort de ces villes de "l'espace intermédiaire" . Ne risquent-elles pas, se disait-on alors, de pâtir de ce qui, aujourd'hui, fait de plus en plus débat: la métropolisation! Rappel nécessaire en un temps où, chaque jour, le citoyen est rattrapé par ces phrases choc: "déserts médicaux, fracture numérique, fermeture des services publics..." Ne nous attardons pas, toutefois, trop longtemps sur ce rappel; espérons plutôt que les moyens avancés et l'allègement des normes et contraintes diverses promises seront efficaces.

Cependant, il faudra plus que de l'argent et des procédures nouvelles pour arrêter le dépérissement d'un tissu urbain qui, bien davantage que les grandes villes, est constitutif de l'identité française... Une prise de conscience générale est nécessaire, celle des maires, en premier lieu, qui devront faire des choix en cohérence avec leur discours. Songeons à ces multiples commissions d'urbanisme commercial qui entérinaient à leur vraie satisfaction, parfois même personnelles, le déménagement des commerces à la périphérie des villes. Et puis il y a nous, chacun d'entre nous, dont les gestes de la vie quotidienne peuvent contribuer, fortement, à ce que naisse une nouvelle donne. Par exemple, sachons encourager le jeune couple de boulangers qui s'installe au coeur du village, de notre quartier, et revendique, fièrement, son savoir faire d'artisan. Il considérera notre fidélité comme un gage de sa réussite future.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 16/12/2017

[Url de cet article](#)